

*Cahiers du*  
MONDE RUSSE

## **Cahiers du monde russe**

Russie - Empire russe - Union soviétique et États  
indépendants

**47/1-2 | 2006**  
**Repenser le Dégel**

---

# L'appareil du parti et la réforme scolaire de 1958

Un cas d'opposition à hruščev

**Laurent Coumel**

---



### **Édition électronique**

URL : <https://journals.openedition.org/monderusse/9597>

DOI : [10.4000/monderusse.9597](https://doi.org/10.4000/monderusse.9597)

ISSN : 1777-5388

### **Éditeur**

Éditions de l'EHESS

### **Édition imprimée**

Date de publication : 1 juin 2006

Pagination : 173-194

ISBN : 2-7132-2096-3

ISSN : 1252-6576

### **Référence électronique**

Laurent Coumel, « L'appareil du parti et la réforme scolaire de 1958 », *Cahiers du monde russe* [En ligne], 47/1-2 | 2006, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 02 septembre 2022. URL : <http://journals.openedition.org/monderusse/9597> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/monderusse.9597>

---

Tous droits réservés

LAURENT COUMEL

## L'APPAREIL DU PARTI ET LA RÉFORME SCOLAIRE DE 1958

### Un cas d'opposition à Hruščev

La loi du 24 décembre 1958 « sur le rapprochement de l'école avec la vie et le développement futur du système d'enseignement en URSS » résulte d'une prise de décision complexe et ambivalente. Plusieurs raisons ont conduit les organes du pouvoir, la direction du parti en particulier, à adopter cette réforme, que les observateurs ont longtemps cru dictée par le seul retour d'une vision utopique du socialisme — celle de la politique scolaire des années vingt, qui faisait de l'instruction au travail manuel et industriel, dite « polytechnique », la clef de la formation des jeunes en vue de l'avènement du communisme<sup>1</sup>. En fait, la prise en compte de problèmes bien réels — manque de main-d'œuvre dans l'industrie et l'agriculture, rejet du travail dans le secteur productif chez les jeunes, inégalités sociales dans l'enseignement secondaire et supérieur — et des risques liés aux conséquences des débuts de la déstalinisation après le xx<sup>e</sup> Congrès — agitation étudiante dans certaines villes — est avérée chez les responsables de l'époque. Ceux-ci, en fonction de leur appartenance institutionnelle et de leur sensibilité, ont pu avoir des conceptions divergentes de la « réorganisation » (*perestrojka*) projetée. Ils réactualisaient ainsi des débats plus anciens, absents ou cachés pendant la période stalinienne, portant sur l'orientation principale des jeunes après le secondaire et sur l'importance de l'instruction polytechnique<sup>2</sup>.

---

1. Voir Wladimir Berelowitch, *La soviétisation de l'école russe*, Lausanne : L'âge d'homme, 1990, et Evgenij Balašov, *Škola v rossijskom obščestve 1917-1927 gg. Stanovlenie « novogo človeka »*, SPb.: Dimtrij Bulanin, 2003.

2. Sur les débats des années vingt, voir notamment Douglas R. Weiner, « Struggle over the Soviet Future : Science Education versus Vocationalism during the 1920s », *Russian Review*, 65 (1), janvier 2006, p. 72-97.

Nikita Hruščev, Premier secrétaire et chef du gouvernement (depuis mars 1958), semble alors à l'apogée de son autorité au sein de l'équipe dirigeante après la défaite du groupe dit « anti-parti » de Malenkov, Kaganovič et Molotov et le limogeage du maréchal Žukov<sup>3</sup>. C'est lui qui lance publiquement l'idée d'une grande réforme du système scolaire, lors du XIII<sup>e</sup> Congrès du Komsomol en avril 1958. Mettant en avant la perspective prochaine du passage au communisme, le Premier secrétaire compte réconcilier « l'école avec la vie » pour former des jeunes prêts à une société nouvelle. Quelques mois plus tard, il propose des mesures qui mettent en cause l'organisation de l'enseignement secondaire, remplaçant les trois dernières classes par des cours du soir ou à mi-temps, et obligeant la quasi-totalité des élèves à travailler à la production.

Mais, dans le même temps, un consensus voit le jour au sein du Comité central du parti (désormais : CC du PCUS), sur des positions modérées, cherchant à concilier l'idéologie et les intérêts de tous les acteurs concernés. C'est ce processus que j'étudierai ici, à partir des archives centrales du parti, en m'arrêtant en particulier sur la série de réunions organisée par le département de la science, des VUZ (*Vysšcie učebnye zavedenija*) et des écoles du CC du PCUS, au milieu du mois de septembre 1958, avec les responsables de plusieurs institutions (l'enseignement secondaire et supérieur, les ministères économiques, les Académies des sciences et des sciences pédagogiques et le Komsomol, entre autres). La prise de décision, loin d'être l'apanage des hauts dirigeants, implique aussi des membres de l'appareil du parti qui semblent de simples exécutants, mais disposent en fait d'une marge de manœuvre importante.

Après avoir présenté les enjeux et les objectifs de la réforme scolaire et universitaire, j'évoquerai la diversité des propositions qui marquent sa genèse, de 1955 à 1958. Puis j'analyserai l'action de l'appareil du CC du PCUS à la fin de l'été 1958, et l'interprétation qu'on peut en faire, à la fois pour son impact sur la réforme finale, et le fonctionnement des instances centrales du parti.

## **Pourquoi réformer l'enseignement secondaire et supérieur ? La situation après 1953**

Après la phase d'expérimentation des années 1918-1930, marquée par le slogan de « l'école unique du travail »<sup>4</sup>, puis le rétablissement d'une instruction « centrée sur l'enseignant » et délaissant la dimension « polytechnique » dans la période stalinienne<sup>5</sup>, le système d'enseignement soviétique fait l'objet d'une réflexion renouvelée dès le début des années 1950. En particulier, la forte différenciation dans le

---

3. Ces deux événements ont eu lieu respectivement en juin et en octobre 1957. Voir Robert Conquest, *Power and Policy in the USSR : The Study of Soviet Dynasties*, Londres : MacMillan, 1961.

4. Berelowitch, *La soviétisation ...*, p. 25.

5. E. Thomas Ewing, *The Teachers of Stalinism. Policy, Practice, and Power in Soviet Schools of the 1930s*, New York : Peter Lang, 2002, p. 154.

secondaire entre les filières académiques (formant aux études supérieures) et les filières professionnelles (destinées à assurer au secteur productif une main-d'œuvre toujours rare) est mise en question. En examinant les facteurs qui poussent à des changements, il convient de retracer la position des principaux acteurs qui s'expriment au CC du PCUS, instance centrale de décision du pays.

Il fallait d'abord, comme l'ont souligné plusieurs soviétologues occidentaux à l'époque, remédier à l'insuffisance de la main-d'œuvre dans les secteurs de l'industrie et de l'agriculture<sup>6</sup>. Il s'agissait en effet de remplacer l'ancien système stalinien de mobilisation semi-forcée des établissements des Réserves de main d'œuvre : ceux-ci formaient des jeunes n'ayant pas achevé leur scolarité secondaire et les assignaient ensuite à au moins quatre ans de travail dans une entreprise donnée (principalement dans les mines et l'industrie lourde)<sup>7</sup>. Leur caractère obligatoire de conscription fut abrogé en mars 1955, notamment à la suite de critiques exprimées par les entreprises dans la presse<sup>8</sup>. Par ailleurs, un an plus tard, furent supprimés les droits d'inscription dans les dernières classes du secondaire et dans le supérieur établis en 1940 pour tous les citoyens, quand le régime voulait limiter les flux vers les filières académiques<sup>9</sup>. Dès lors, en rendant à la société une part d'autonomie qu'elle avait perdue sous la période précédente dans le choix d'une profession, la direction du pays prenait le risque de voir sa politique d'embauche à la merci des aspirations des individus. La question de l'orientation des jeunes vers les professions de qualification intermédiaire (cadres moyens et techniciens) ou basse (ouvriers et kolkhoziens) se trouve donc logiquement au centre des préoccupations vers le milieu de la décennie.

En mars 1955, Hruščev renvoie au Premier secrétaire du Komsomol Aleksandr Šelepın et au département des écoles du CC du PCUS une note qui lui a été adressée par un député du Soviet suprême, l'écrivain Boris Polevoj : durant la campagne électorale, celui-ci a constaté que, dans sa circonscription, l'agriculture manque de jeunes travailleurs<sup>10</sup>. En réponse Genrih Zelenko, le chef de la direction principale des Réserves de main d'œuvre, d'un côté, et Šelepın au nom du Komsomol de l'autre, adressent au CC du PCUS en avril et en mai leurs propositions des changements à accomplir au sein de l'école secondaire pour améliorer la formation professionnelle

---

6. Voir Sergej V. Utechin, « Khrushchev's Educational Reform », *Soviet Survey*, 28, avril-juin 1959, p. 66-72.

7. Sur cette institution créée en 1940, voir Mervyn Matthews, « The 'State Labour Reserve'. An Episode in Soviet Social History », *Slavonic and East European Review*, 61 (2), 1983, p. 238-241; et Donald Filtzer, *Soviet Workers and Late Stalinism. Labour and the Restoration of the Stalinist System after World War II*, Cambridge: Cambridge UP, 2002 (première édition : 1992), p. 15, 34-40.

8. Voir Donald Filtzer, *Soviet Workers and de-Stalinization. The Consolidation of the Modern System of Soviet Production Relations 1953-1964*, Cambridge: Cambridge UP, 2002 (première édition : 1992), p. 72.

9. Décret du Conseil des ministres d'URSS du 6 juin 1956. Voir *Narodnoe obrazovanie v SSSR : Sbornik dokumentov. 1917-1973*, Moscou, 1974, p. 192.

10. Rossijskij gosudarstvennyj arhiv novejšej istorii (RGANI), f. 5, Apparat CK KPSS, op. 18, Otdel škol CK KPSS (1951-1956), d. 67, l. 1-4.

et technique. Ils insistent tous les deux sur la « polytechnisation » de l'enseignement, c'est-à-dire le développement de sa dimension « polytechnique », dans le but d'orienter les élèves après l'école vers les branches productives de l'économie<sup>11</sup>. Ce leitmotiv de la pédagogie soviétique était déjà redevenu d'actualité après deux décennies d'oubli en 1952, de façon tout à fait officielle, lors du XIX<sup>e</sup> Congrès du PCUS — associé et parfois confondu avec celui du « travail socialement utile ». L'Académie des sciences pédagogiques de RSFSR (*Akademija pedagogičeskijh nauk*, désormais : APN), institution créée en 1943 dont l'autorité théorique et méthodologique s'étend à toute l'URSS, est alors chargée de réfléchir aux modalités de mise en place de cette nouvelle dimension de l'enseignement. De nombreux rapports au CC du PCUS sur le redémarrage de la pédagogie insistent sur la nécessité des recherches visant à combiner l'école et la production, ou la « vie » dans le langage d'alors<sup>12</sup>.

Dans un premier temps, des expériences ont lieu dans des établissements secondaires, notamment en Ukraine et dans la région de Stavropol à partir de l'année 1954-1955. Ici, les écoliers sont initiés à une véritable spécialité, agricole le plus souvent<sup>13</sup>. Quelques mois plus tard survient l'institution des « écoles-internats » en septembre 1956. Elles sont destinées à accueillir non des orphelins, mais des enfants retirés sur une base volontaire à leur famille pour acquérir une formation académique et polytechnique à la fois. Le décret du CC du PCUS et du Conseil des ministres d'URSS les présente comme « un nouveau type d'établissement [...] appelé à résoudre à un niveau plus élevé la tâche de la formation de constructeurs du communisme harmonieusement instruits et formés (*vsestoronne razvitye, obrazovannye*) ». Cependant elles ne connaissent pas le développement attendu, en raison d'un manque de moyens et de leur isolement au sein du système d'enseignement général, comme le montre la réunion qui se tient à leur sujet en avril 1957 à Moscou. Le secrétaire du CC Dmitrij Šepilov, ayant entendu que dans une école-internat le travail manuel était considéré comme une punition, conclut son intervention d'un ton accusateur :

De cette façon, tout ce qu'on peut faire c'est éduquer des petits seigneurs (*barčuki*) dans le mépris pour le monde du travail (*k ljudjam truda*). « Comment ça, ma fille, après le secondaire, devrait aller travailler à la production ? Elle n'ira pas ailleurs qu'à la faculté de philosophie ou à l'institut de cinématographie ». (Rires dans la salle)<sup>14</sup>.

Notons que ces propos recèlent un lieu commun particulièrement courant à l'époque : la stigmatisation des milieux sociaux privilégiés et de leur mépris pour le

---

11. *Ibid.*, 1. 6-12 et 15-21.

12. Voir par exemple la note du département des écoles du 25 décembre 1954 qui accuse les dirigeants de l'APN de « ne pas voir que le nouveau lutte avec l'ancien » dans leur domaine : RGANI, 5/18/63, 1. 46-51.

13. Voir par exemple RGANI, 5/18/67, 1. 28-60. Ce rapport sera encore évoqué plus loin.

14. RGANI, f. 5, Apparat CK KPSS, op. 35, Otdel nauk i VUZov CK KPSS (1955-1956), puis Otdel nauk, VUZov i škol CK KPSS (1956-1962), d. 63, 1. 92-147 ; 1. 142 pour la citation.

travail dans le secteur productif. Or il y a là une réalité qui, parce qu'elle touche probablement une grande partie de la population, hypothèque lourdement la promotion des filières techniques et professionnelles auprès des élèves et de leurs parents.

Parallèlement à ce retour de l'expérimentation scolaire, des rapports alarmants, faisant souvent l'objet d'une commande spéciale de la part des dirigeants (secrétaires du CC du PCUS et/ou ministres), marquent une prise de conscience de l'impact démographique de la guerre. Ils signalent en effet l'arrivée à l'âge actif des générations nées pendant les années 1941-1945, caractérisées par une faible natalité. Les archives accessibles montrent comment le problème fut analysé et traité aux différents échelons du pouvoir. Il est mentionné une première fois en avril 1955, dans une note « Sur l'exécution de la loi sur l'instruction universelle obligatoire en 1954/55 », adressée par la Direction centrale de la statistique d'URSS (désormais : CSU) au secrétaire du CC du PCUS Pëtr Pospelov. Toutefois, le phénomène ne semble pas encore susciter une attention particulière : c'est seulement en 1956 que l'administration évoque le manque de jeunes actifs qui menace de toucher l'économie soviétique pendant plusieurs années. Un rapport envoyé au Conseil des ministres d'URSS et au CC du PCUS précise :

La CSU demande de prêter attention à la diminution du nombre d'élèves dans les écoles générales après-guerre, qui résulte de la baisse de la natalité pendant la Guerre patriotique [...]. Le nombre total d'élèves est passé de 35,5 millions en 1940 à 30,1 millions en 1955<sup>15</sup>.

Les conditions d'une crise du recrutement pour l'industrie et l'agriculture sont donc réunies : d'un côté, l'arrivée à l'âge actif de classes creuses, auxquelles manquent, d'après les chiffres qui circulent alors, près de 4 millions de jeunes gens et jeunes filles sur trois années ; et de l'autre un sentiment diffus de dédain envers le travail dans le secteur productif. Surtout, la relative désorganisation du système d'embauche, sorti sans transition programmée du régime semi-coercitif de l'époque stalinienne, fait que beaucoup de jeunes ne peuvent pas trouver d'emploi à la sortie de l'école, quel que soit le niveau auquel ils la quittent. Mais avant 1957, autant qu'on puisse en juger d'après les documents disponibles, la préoccupation des dirigeants politiques du pays n'est pas focalisée sur cette question démographique : elle porte plutôt, avec une dimension idéologique évidente, sur ce qu'on pourrait appeler l'inégalité des chances — le fait que l'accès à l'enseignement supérieur soit réservé de fait aux élites.

Avec l'instauration de droits d'inscription sélectifs, la période stalinienne avait vu la fermeture de l'enseignement supérieur et secondaire complet (de la 8<sup>e</sup> à la 10<sup>e</sup> classe) aux catégories les moins aisées. Désormais, tout se passe comme si les dirigeants des années 1950, Hruščev le premier, ressentaient une véritable nostalgie pour le temps où les travailleurs avaient la possibilité de faire des études et de gravir les échelons de la hiérarchie sociale et politique sans quitter l'usine, comme cela

---

15. Rossijskij gosudarstvennyj arhiv ekonomiki, (RGAE), f. 1562, Central'noe statičeskoe upravlenie SSSR, op. 327, d. 897, l. 10 (non daté).

avait été le cas pour la plupart d'entre eux dans les années 1920 et 1930<sup>16</sup>. L'objectif d'augmenter la proportion des ouvriers et des paysans dans le contingent des étudiants soviétiques renvoie aux principes fondateurs du régime, et emprunte d'ailleurs aux pratiques déjà expérimentées entre 1928 et 1935 de « quotas sociaux »<sup>17</sup>. S'il n'est plus question d'avoir une approche ouvertement « de classe » quant à l'admission dans les établissements d'enseignement supérieur (désormais : VUZ), puisque officiellement les antagonismes entre classes n'existent plus depuis la Constitution de 1936, tout porte à croire que le souhait de privilégier l'entrée des jeunes ayant une expérience « d'au moins deux ans dans la production » est une façon déguisée de réintroduire une discrimination positive en faveur des groupes qui incarnent le prolétariat authentique.

Notons que cette préoccupation émerge chez certains dirigeants réputés conservateurs : Nikolaj Bulganin et Vjačeslav Molotov commandent à la Direction centrale de la statistique les premiers rapports sur cette réalité, alors que sous la période stalinienne cette comptabilité avait cessé. Le résultat fourni par la CSU est en contradiction flagrante avec les principes du régime et révèle une dégradation depuis 1935 (voir tableau 1). Il est confirmé par les chiffres du ministère de l'Enseignement supérieur en 1956, qui donnent en outre la « structure sociale » de l'URSS à cette date (voir tableau 2). De toute évidence, le groupe hétérogène des « employés » ou « fonctionnaires » (*služaščie*), qui comprend l'intelligentsia au sens large (soviétique) du terme, accapare les possibilités de formation conduisant aux emplois qui caractérisent l'appartenance à ses rangs. Ce phénomène d'auto-reproduction sociale, au détriment surtout de la paysannerie, est encore plus fort si on considère uniquement les universités.

**Tableau 1 : Composition sociale des étudiants admis en 1<sup>re</sup> année (%)<sup>18</sup>**

	Ouvriers	Paysans	Autres catégories
1935	39,6	22,9	37,5
1955	24,4	13,0	62,6
DONT :			
VUZ industriels et techniques 1935	54,8	7,6	37,8
1955	24,7	8,3	67,0
VUZ agricoles 1935	30,4	41,6	28,0
1955	21,9	25,7	52,4

16. Voir Sheila Fitzpatrick, *Education and Social Mobility in the Soviet Union 1921-34*, Bloomington : University of Indiana Press, 1979, p. 245-248 ; et Jean-Paul Depretto, *Pour une histoire sociale du régime soviétique (1918-1936)*, Paris : L'Harmattan, 2001, p. 296-300.

17. Depretto, *Pour une histoire sociale...*, p. 277.

18. RGAE, 1562/33/2717, l. 225. Tableau reproduit tel quel.

**Tableau 2 : Structure sociale en 1956<sup>19</sup>**

	<b>Ouvriers et leurs enfants</b>	<b>Kolkhoziens et leurs enfants</b>	<b>Employés et leurs enfants</b>
Nouveaux étudiants admis dans 106 VUZ	31,9	10,6	57,5
Population soviétique	48	41	11

Enfin, un dernier facteur qui a déclenché la mise en œuvre d'une réforme générale tient au contexte de la déstalinisation, ou plutôt à ses conséquences immédiates. Il s'agit de l'agitation étudiante qui a touché certains établissements supérieurs (universités et instituts techniques et pédagogiques) en écho aux soulèvements polonais et surtout hongrois, en novembre-décembre 1956. Dès le 4 novembre, la question est remontée jusqu'au niveau du Présidium du CC du PCUS, avec à l'ordre du jour, entre les crises de Suez et de Hongrie, un point intitulé « sur l'épuration (*očišenie*) des VUZ des éléments malsains »<sup>20</sup>. L'historien russe Aleksandr Pyžikov souligne qu'à l'époque « on expliqua la diffusion de tels états d'esprit par le faible pourcentage parmi les étudiants d'ouvriers, de kolkhoziens et de leurs enfants, par la domination des enfants d'employés, dont l'absolue majorité n'avait travaillé nulle part et ne connaissait pas la vie »<sup>21</sup>. En effet une note du chef du Département du CC du PCUS de la science, des écoles et de la culture *pour la RSFSR* (une autre instance que celle déjà mentionnée) indique fin novembre que l'admission dans le supérieur est monopolisée par les enfants des employés et de l'intelligentsia, et conclut :

Tous ces défauts dans la sélection du corps étudiant (*komplektovanie studenčeskogo sostava*) des VUZ expliquent en partie l'état d'esprit malsain et les événements qui ont eu lieu dans certains VUZ. Afin de réduire les défauts dans l'admission en VUZ, il est recommandé [...] de charger le ministère de l'Enseignement supérieur d'URSS et les autres ministères ayant des VUZ d'élaborer des mesures pour assurer une sélection de meilleure qualité à l'entrée en VUZ en 1957<sup>22</sup>.

Hruščev intervient une première fois publiquement sur la nécessité de réformer les règles d'admission des étudiants dans un article publié dans la *Pravda* le 10 novembre 1956 : il s'agit du texte d'un discours prononcé devant des membres du Komsomol à Moscou. Fidèle à son goût pour les anecdotes et autres histoires à valeur d'exemple, le Premier secrétaire du PCUS relate les propos tenus par des ouvriers roumains à leurs compatriotes étudiants : « Si la règle que nous avons

19. Gosudarstvennyj arhiv rossijskoj federacii, (GARF), f. 9396, Ministerstvo vysshego obrazovanija SSSR, op. 1, d. 771, l. 336-337. Tableau reconstitué.

20. Le brouillon du procès-verbal de cette séance est reproduit dans A. A. Fursenko, éd., *Prezidium CK KPSS 1954-1964*, t. 1, M. : ROSSPEN, 2003, p. 202.

21. Aleksandr V. Pyžikov, *Hruščevskaja otpepel' 1953-1964*, M. : Olma-Press, 2002, p. 69.

22. RGANI, 5/37/2, l. 111. Cet autre organe de l'appareil central du parti, créé en 1956, semble alors plus vigilant que son équivalent pour l'URSS sur la question de l'agitation étudiante.

conquise par notre sang, par notre travail (*trud*) ne vous plaît pas, alors allez un peu travailler, et d'autres viendront étudier à votre place »<sup>23</sup>.

Dans le même temps, le CC du PCUS demande à différentes institutions de lui présenter des propositions pour améliorer le « travail idéo-politique parmi les étudiants ». Dans sa réponse, le Komsomol insiste sur l'éducation par le travail dans le secteur productif, mais incrimine aussi les difficultés sociales de l'après-guerre, notamment « l'absence du père » pour de nombreux jeunes, alors que l'Union des syndicats préconise de développer les contacts entre les VUZ et les entreprises<sup>24</sup>. Tous prônent une réorganisation du système d'enseignement permettant de rapprocher la jeunesse du secteur productif. En réalité, les propositions pour la réforme de l'enseignement sont déjà arrivées en nombre dans les différentes instances de l'appareil du parti.

### **La position des départements du CC du PCUS : entre attentisme et modération**

Il convient de revenir en arrière pour retracer la genèse de la réforme de 1958 : la décision de mettre en œuvre une grande loi n'était pas évidente au début, et les propositions recensées ont un caractère complémentaire autant que concurrent, vu l'amplitude des domaines concernés, de l'école secondaire à l'université en passant par l'enseignement technique et professionnel et la formation continue des adultes. Rapidement des divergences apparaissent entre les projets, et donc entre des institutions ou des groupes.

L'activité de l'appareil du CC du PCUS nous est connue essentiellement par les documents des départements de la science et des VUZ (1951-1952, 1955-1956), des écoles (1951-1956), et de celui, unifié, de la science, des VUZ et des écoles (1956-1962). À première vue sa position paraît plus faite d'attentisme que d'initiative, tant elle se réduit souvent à répondre à des sollicitations extérieures, ayant pour origine d'autres institutions ou des personnalités importantes de l'État ou du parti. Les départements du CC du PCUS semblent des organes de traitement des signaux, qui donnent le cas échéant leur avis sur les solutions proposées et préparent certaines mesures à la demande des secrétaires du CC, leurs supérieurs hiérarchiques<sup>25</sup>. Mais cet attentisme peut s'avérer une stratégie réfléchie et n'exclut pas l'expression d'avis critiques, les départements jouant finalement un rôle d'arbitre.

---

23. Cité par Gennadij Kuzovkin, « Partijno-komsomol'skie presledovanija po političeskim motivam v period rannej 'ottepeli' », in *Korni travi : Sbornik statej molodyh istorikov*, M. : Memorial, 1996. Article disponible [en ligne] : <http://www.memo.ru/library/books/korni/Chapter10.htm> (Page consultée le 1<sup>er</sup> mai 2006).

24. RGANI, 5/35/58, l. 114-146 ; l. 111-113. Rapports envoyés en juin 1957.

25. Les archives du RGANI présentent pêle-mêle des textes de statuts hétérogènes, d'importance variable, avec des commentaires standardisés du personnel des départements (du type : « La lettre a été prise en compte ») qui ne permettent pas toujours de mesurer les influences à l'œuvre dans le processus de décision. De plus, les rapports les plus secrets, et des courriers importants sont encore à l'abri des fonds personnels des dirigeants et de celui du Présidium du CC, et donc hors de portée du chercheur — sans parler des appels téléphoniques et conversations informelles dont il ne reste aucune trace.

L'impulsion personnelle de Hruščev ne fait aucun doute dans l'élaboration de la réforme : comme on l'a vu, elle est sensible dès le printemps 1955 au point de départ de la réflexion sur les besoins de main-d'œuvre dans la production agricole, à un moment où ce domaine est la priorité absolue sur le plan intérieur, et doit lui permettre de vaincre ses adversaires politiques. Le Premier secrétaire affirme publiquement, mais non sans ambiguïté, son désir de voir s'accélérer les mutations dans l'enseignement lors du xx<sup>e</sup> Congrès du PCUS, en février 1956. Selon lui, il est devenu :

indispensable non seulement d'introduire dans les écoles l'enseignement de nouvelles matières qui donnent les connaissances de base pour les questions de technique et de production, mais aussi d'initier les élèves au travail dans les entreprises, kolkhozes et sovkhozes, sur des parcelles d'essai et dans les ateliers scolaires<sup>26</sup>.

Mais, dans le même temps, il faut aussi :

réorganiser (*perestroïť*) le programme d'études du secondaire dans le sens d'une plus grande spécialisation à la production, afin que les jeunes gens et jeunes filles qui ont fait leurs dix ans de scolarité d'une part aient une bonne formation générale qui leur ouvre la voie au supérieur, et d'autre part soient préparés à une activité pratique<sup>27</sup>.

Cette combinaison de deux objectifs bien différents montre que le Premier secrétaire louvoie entre deux conceptions opposées. En effet, depuis le milieu des années 1950 il est soumis à la pression des partisans de la professionnalisation, et il semble leur accorder un crédit grandissant à mesure que se multiplient les rapports inquiétants sur les besoins en main-d'œuvre du pays. En mai 1955 par exemple, un responsable du ministère ukrainien de l'Instruction lui écrit directement pour évoquer l'expérience menée depuis septembre 1954 dans des écoles où les élèves des grandes classes (de 14 à 17 ans) sont initiés au travail dans le secteur productif. Il cite Marx, Engels et le pédagogue Anton Makarenko sur « l'importance éducative » du travail dans le secteur productif, surtout lorsque des adolescents se voient investis de la responsabilité de « remplir le plan »<sup>28</sup>. Mais ces établissements pilotes ne font pas l'unanimité. Le 19 août 1955, le chef du département des écoles du CC du PCUS, Vasilij Derbinov, réagit à la fois à ce rapport et à celui rédigé auparavant dans la même veine par Šelepın, au nom du Komsomol. S'il approuve la position de ce dernier, notamment lorsqu'il dénonce « la lenteur et la lourdeur » du ministère de l'Instruction de RSFSR et de l'APN en matière de polytechnisation, Derbinov exprime son inquiétude quant aux conséquences néfastes que pourrait avoir la réduction des matières classiques dans le secondaire pour le « développement de la

26. XX s'ezd KPSS : *Stenografičeskij otčet*, t. 1, Moscou, 1956, p. 82.

27. *Ibid.*

28. RGANI, 5/18/67, l. 24-60.

culture » en URSS et la formation ultérieure des jeunes dans l'enseignement supérieur<sup>29</sup>.

Or, en février 1956 le même Derbinov, qui a quitté son poste dans l'appareil du CC du PCUS, revient à la charge, mais publiquement cette fois, avec un article dans la revue bihebdomadaire du CC du PCUS, *Partijnaja žizn'*, intitulé « L'école et la vie ». Il y met en garde les partisans du travail dans le secteur productif pour les élèves du secondaire, qui constitue une « spécialisation » incompatible avec l'instruction générale à ses yeux. Cette opinion est reprise en mars 1957 dans une note de synthèse du chef du Département unifié de la science, des VUZ et des écoles, Vladimir Kirillin, et d'un adjoint. Ils évoquent, eux aussi, les écoles pilotes de la région de Stavropol et d'Ukraine en des termes réticents : selon eux « la réduction du temps d'enseignement de plusieurs matières générales soulève de grands doutes », et le travail polytechnique des élèves « est en fait remplacé par une professionnalisation précoce, ce qui se trouve en contradiction avec les décisions du xx<sup>e</sup> Congrès et les préceptes de Lenin sur la polytechnisation de l'école ». Pour finir ils appellent à la création d'une commission regroupant, sous la direction du Secrétariat du CC, les ministres de l'Instruction de Russie et d'Ukraine, le ministre de l'Enseignement supérieur, le président de l'APN, le directeur général des Réserves de main d'œuvre, le vice-président du *Gosplan*, et d'autres responsables dont, en bout de liste, le secrétaire du Komsomol<sup>30</sup>. Le contenu de ce document rencontre l'approbation de Šepilov, secrétaire du CC, par ailleurs destinataire de nombreux rapports. Mais ce dernier est écarté trois mois plus tard lors de l'affaire du « groupe anti-parti », ce qui explique peut-être que la commission envisagée n'ait pas été créée. Les archives consultées n'en font à nouveau mention qu'en septembre 1958 (voir *infra*).

Pour le moment les partisans d'une réforme radicale semblent conserver l'initiative. S'adressant simultanément à Šepilov et à Hruščev, Zelenko propose en mars 1957 (quelques jours à peine après la note qu'on vient de mentionner) de doubler son réseau des établissements des Réserves de main d'œuvre, afin de canaliser la totalité des jeunes quittant l'école secondaire, à quelque étape que ce fût. Il joint à son argumentation des lettres envoyées à Kliment Voroušilov (chef de l'État soviétique) et à Hruščev par des enfants de soldats morts pendant la guerre, ne pouvant pas faire d'études techniques : « nous ne voulons pas croire que, dans notre pays, des orphelins puissent rester sans métier (*special'nost'*) » dit l'une d'elles<sup>31</sup>. Zelenko voit probablement ici une occasion de renforcer son institution, qui après avoir joué un rôle de premier plan pendant la guerre puis dans la reconstruction du pays, a connu un déclin permanent en termes de prestige et d'effectifs, depuis 1950 environ<sup>32</sup>. Vu les besoins urgents en main-d'œuvre productive, la solution d'envoyer une grande partie de la jeunesse acquérir une qualification professionnelle en deux

---

29. RGANI, 5/18/67, 1. 22-23.

30. RGANI, 5/35/63, 1. 10-16.

31. *Ibid.*, 1. 28.

32. Voir Filtzer, *Soviet Workers and Late Stalinism...*, p. 36.

ou trois ans était séduisante, mais aussi lourde de menaces pour les autres types de formation. En mai 1957, à son tour, le Premier secrétaire du Komsomol Šelepın présente un projet de « polytechnisation », cette fois à la tribune du Soviet Suprême d'URSS. Cette initiative doit avoir reçu l'aval de dirigeants haut placés, car son auteur envisage une refonte complète de tout le système, poussant la professionnalisation du secondaire « jusqu'à l'absurde » selon le jugement d'Aleksandr Pyžikov<sup>33</sup>. Mais cette proposition n'a pas de suites et, à notre connaissance, elle est même ignorée par le département du CC du PCUS.

Pourtant, ce sont bien les idées de Zelenko et Šelepın qui ont le vent en poupe, alors que se multiplient les rapports de la CSU sur la baisse des effectifs scolarisés sous l'effet des classes creuses, rapports adressés désormais essentiellement au CC du PCUS et au Conseil des ministres d'URSS<sup>34</sup>. Le premier inspire directement le décret de septembre 1957 « Sur l'entraînement (*vovlečenie*) dans la production industrielle et agricole de la jeunesse sortant des écoles secondaires générales »<sup>35</sup>. Cette mesure constitue une nouvelle tentative de remédier au problème de main-d'œuvre peu qualifiée, après la création des écoles-internats qui n'a pas donné les résultats escomptés. Elle préconise d'élargir le réseau des établissements des Réserves de main d'œuvre, posant comme objectif l'accueil de 1,5 million de nouveaux élèves chaque année, vers 1960<sup>36</sup>. Ce chiffre fantastique, qui équivaut à presque cinq fois le nombre des nouveaux admis au milieu des années 1950, porte la marque de l'ambition de Zelenko pour son administration. À terme, ce dernier vise à la substituer à la majorité des écoles secondaires du pays. Mais le décret est étonnamment vague sur les moyens et le calendrier de cette augmentation, s'en remettant au *Gosplan* et à la Commission économique d'État d'URSS pour la planifier, en rapport avec les Réserves de main d'œuvre.

Justement, pour l'enseignement supérieur, un rapport envoyé en décembre 1956 par le vice-président de la Commission économique d'État d'URSS, E. Andreev, annonce lui aussi un projet de décret qui sera adopté quelques mois plus tard :

Dans le but d'élever la qualité de la formation des spécialistes et d'attirer plus largement en VSSUZ (établissements supérieurs et secondaires spéciaux) ouvriers, kolkhoziens et employés familiarisés avec la production, fixer qu'à partir de 1957 les personnes ayant travaillé dans la production deux ans ou plus soient admises hors concours en VSSUZ et quittent la production<sup>37</sup>.

L'idée de favoriser les jeunes ayant une réelle expérience de travail allait conduire à celle de rendre ce « stage » (*staž*) obligatoire pour tous les nouveaux étudiants. Pour l'heure les décrets destinés à envoyer travailler les jeunes après le secondaire n'ont

---

33. Aleksandr V. Pyžikov, « Reformirovanie sistemy obrazovaniya v SSSR v period 'ottepeli' (1953-1964) », *Voprosy istorii*, n°9, 2004, p. 95-104 ; p. 97-98.

34. RGAE, 1572/33/2674, l. 5, 8-18 ; l. 19.

35. RGANI, 5/35/63, l. 58.

36. *Ibid.*, l. 24-25.

37. RGANI, 5/35/41, l. 206.

pas suffi. L'administration statistique indique que, malgré les mesures prises, 9 % des jeunes ayant fini l'école secondaire en URSS cette année-là (soit 113 000 personnes) restent sans emploi (*ne troudoustroeny*) au 1<sup>er</sup> décembre 1957<sup>38</sup>.

S'il a participé à l'élaboration de ces décrets, le Département de la science, des VUZ et des écoles du CC se trouve pourtant déjà en porte-à-faux par rapport aux orientations qui les inspirent, partagées par Hruščev d'après les documents. Une note de synthèse de mars 1958 résume la position du département, qui fait le choix de la continuité et de l'élargissement du système classique, tout en affichant aussi son orthodoxie idéologique :

Les tâches futures du développement économique et culturel du pays exigent non une baisse, mais une élévation du niveau de formation générale de la population. [Il s'agira] d'un pas décisif dans le passage progressif de notre pays au communisme, qui posera comme tâche de première importance l'élimination de la différence significative entre travail intellectuel et physique, au moyen de l'élévation du niveau de culture technique des ouvriers jusqu'à celui du personnel technique<sup>39</sup>.

Il s'agit donc de parvenir à une meilleure qualification de toutes les catégories de travailleurs, en d'autres termes de réaliser l'idéal polytechnique, prélude à la société sans classes, en nivelant par le haut.

De toute évidence, cette position ne correspond pas à celle du Premier secrétaire. Un mois plus tard, celui-ci indique une direction bien différente, qui annonce la grande réforme à venir. En effet, c'est lors du XIII<sup>e</sup> Congrès du Komsomol en avril 1958, quelques jours après avoir remplacé Bulganin à la tête du gouvernement, que Hruščev prononce un discours qui apparaît, en regard du silence qui entoure jusque là ces questions dans la sphère publique, comme porteur d'une vérité inédite — même si depuis quelques mois la presse avait commencé à évoquer les difficultés de l'emploi des jeunes<sup>40</sup>. Il y souligne le décalage entre les aspirations de la population, l'organisation des études, et les besoins de la production :

Notre école de dix ans ne fait que préparer la jeunesse à l'entrée en VUZ. La vie a déjà montré depuis longtemps ce qu'une telle conception de l'école secondaire a d'incorrect. [...] Les VUZ du pays peuvent accueillir environ 450 000 personnes par an, dont la moitié en cours du jour. Or, la majorité des jeunes qui sortent du secondaire et échouent aux examens d'entrée en VUZ s'avèrent non préparés à la vie pratique<sup>41</sup>.

---

38. RGAE, 1652/33/3674, 1. 27-30.

39. RGANI, 5/35/88, 1. 17.

40. Voir Anthony Maxwell, « Juvenile Unemployment in the USSR », *Soviet Survey*, octobre-décembre 1958. Les publications soviétiques, tout comme les documents d'archives, ne contiennent pas le terme de « chômage ».

41. Discours reproduit dans la *Pravda* du 19 avril 1958. Toutes les citations qui suivent en sont tirées.

Au total, explique Hruščev, 700 000 jeunes sortis de l'école secondaire n'ont pas pu entrer en VUZ ni en *tehnikum* (établissement secondaire spécial) en 1957, et 2,2 millions pour les années 1953-1956, si bien « qu'une part significative des jeunes et des parents ne se satisfait pas de cette situation ». Il ajoute :

De plus certains jeunes gens et jeunes filles, après avoir fini l'école de dix ans, vont à contrecœur travailler dans les fabriques, les usines, les kolkhozes et les sovkhozes, et estiment que c'est pour eux comme une offense. Un tel dédain de petit seigneur, un tel rapport incorrect au travail physique se retrouve aussi dans certaines familles. Quand l'enfant étudie mal, certains parents lui disent : « si tu études mal, tu ne pourras pas aller au VUZ, et tu partiras à l'usine comme simple ouvrier ». [...] je ne parle pas de ce que de tels raisonnements ont d'offensant pour les travailleurs de la société socialiste.

Ayant ainsi pointé du doigt la responsabilité des élites soviétiques (« dans certaines familles »), il évoque les inégalités sociales entre les enfants :

Le fiston et la petite fille doivent savoir que papa, c'est papa, et qu'ils devront eux-mêmes, par leur propre travail, conquérir le respect d'autrui, et non vivre en comptant sur les mérites de leurs parents.

Pour Hruščev, l'enjeu socio-économique est donc indissociable de la dimension idéologique : il ne s'agit pas d'un simple habillage, mais d'une formulation résolument politique du problème de main-d'œuvre, liée au souci d'améliorer les chances des jeunes des classes laborieuses. En outre, s'il ne parle pas des événements de novembre 1956 dans les VUZ, le dirigeant paraît souscrire à l'idée que l'expérience du travail pourra également prévenir d'éventuels désordres dans le monde étudiant. Un slogan est choisi, le « rapprochement de l'école avec la vie », qui conjugue à la fois l'utopie marxiste de la fusion du travail manuel et intellectuel et la prise en compte des impératifs de l'économie soviétique — il faut rappeler que notre réforme s'inscrit dans un calendrier qui comprend aussi l'adoption du plan septennal, objet d'une intense campagne de presse en vue du XXI<sup>e</sup> Congrès « extraordinaire » du PCUS de janvier 1959.

Il reste à préciser les principales dispositions de la transformation du système d'enseignement et à les faire approuver par l'appareil : or c'est ici que le processus semble échapper à son instigateur. En effet le département du CC, défendant son rôle d'arbitre, s'avère alors un organisateur efficace du pluralisme.

### **Organisation et instrumentalisation du pluralisme : les réunions de septembre 1958**

Il faut encore attendre cinq mois avant la diffusion dans la presse du contenu des mesures préconisées officiellement par le Premier secrétaire : elles furent publiées sous la forme d'un mémorandum (*zapiska*) adressé au Présidium du CC du PCUS, dans la *Pravda* du 21 septembre 1958. Ce texte avait été proposé dans une première

variante à l'instance suprême du parti dès le 12 juin, il avait reçu l'approbation des huit membres présents (sur dix) et avait donné lieu alors à un projet de décret<sup>42</sup>. Hruščev demandait qu'on abandonnât l'idée de la généralisation de l'école secondaire complète, et qu'on limitât la durée de l'obligation scolaire à sept ou huit années. Ensuite il proposait deux possibilités : soit un enseignement secondaire remanié, incluant l'apprentissage professionnel d'un métier, soit — solution la plus chère à ses yeux, disait-il, — la suppression pure et simple des trois dernières années du secondaire. Les jeunes iraient alors directement travailler dans la production, en même temps qu'ils suivraient, par cours du soir ou à mi-temps, un enseignement secondaire qui ne disposerait donc plus d'écoles « de jour » proprement dites (même si des « écoles spéciales » seraient réservées aux enfants particulièrement doués dans les matières scientifiques et artistiques). Il préconisait en tout cas, si on maintenait le système existant d'écoles secondaires, un stage obligatoire de deux années dans la production pour ceux désirant entrer dans l'enseignement supérieur, et des changements majeurs dans l'organisation de celui-ci, avec au cours des études au moins deux ans de travail dans le secteur productif combiné avec des cours du soir ou par correspondance.

Pendant ce mémorandum fut suivi et remplacé, deux mois plus tard, par un autre texte programme, celui des « Thèses du CC du PCUS et du Conseil des ministres d'URSS » publiées le 16 novembre (dorénavant : « Thèses »), adopté au Plénum du CC du PCUS quelques jours plus tôt. D'une version à l'autre, on constate des changements majeurs : l'exclusivité de la voie des études du soir et à mi-temps est abandonnée pour les trois dernières années du secondaire, tout comme l'obligation de passer deux ans dans la production avant de pouvoir faire des études supérieures, dans toutes les filières. Il y avait là le renoncement à deux dispositions radicales, celles-là même qui avaient été encouragées respectivement par la direction des Réserves de main d'œuvre et par le Komsomol ainsi que par la Commission économique d'État. Nous pouvons suivre la genèse de ces modifications fondamentales dans les archives de l'appareil du CC du PCUS. De toute évidence, le mémorandum de Hruščev, diffusé au sein du parti dès juillet 1958, a rencontré des réticences, puis une véritable opposition capable de lui substituer un projet plus modéré. C'est la mise en œuvre de cette critique, s'appuyant sur l'expression interne du pluralisme des acteurs, qu'il faut retracer ici.

Durant l'été 1958, la position du Département de la science, des VUZ et des écoles se précise, comme on le voit dans le suivi de deux correspondances aux contenus divergents. Pour commencer, le ministre de l'Enseignement supérieur, Vjačeslav Eljutin, tenant sans doute compte des réserves exprimées par les principaux directeurs d'instituts et recteurs d'universités depuis 1957 quant à la polytechnisation du secondaire et au développement des études « sans rupture avec la production »<sup>43</sup>, transmet au département du CC le 12 août 1958 une liste de mesures

42. Fursenko, éd., *Prezidium CK KPSS...*, p. 313 ; voir la note p. 1037.

43. Cette opposition a été étudiée en partie, dès l'époque soviétique, par N.I. Feščenko, *Soveščanie rabotnikov vysšej školy v Moskve 22-24 sentjabrja 1958 goda i ego rol' v podgotovke «zakona o škole» (1958 g.)*, Gorki, 1986.

relativement modérées. Il met l'accent sur la nécessité de préserver la formation théorique des étudiants et de ne pas attribuer les places dans le supérieur universitaire et technique aux seuls candidats ayant une expérience de deux ans dans la production, surtout en physique, mathématiques, chimie et biologie<sup>44</sup>. Si le département de la science, des VUZ et des écoles, et celui de la science, des écoles et de la culture pour la RSFSR l'approuvent sans réserve, ils commentent de façon plus retenue la lettre enthousiaste du secrétaire du comité du parti de l'*oblast*' de Riazan, Aleksandr Larionov, envoyée le lendemain. Ce dernier s'est adressé directement à Hruščev, et non au CC en général, et évoque d'emblée le mémorandum, bien avant sa publication le 21 septembre. Celui qui n'est encore qu'un obscur dirigeant régional, quelques mois avant que la campagne pour la production de viande le rende tristement célèbre dans l'historiographie occidentale<sup>45</sup>, révèle déjà un goût prononcé pour la médiatisation :

Le comité d'*oblast*' du parti et le comité exécutif de l'*oblast*' ont organisé le 23 mai 1958 une réunion (*soveščanie*) sur l'enseignement, qui a fait le bilan de l'inculcation aux élèves d'éléments de travail socialement utile. 1 200 personnes y ont assisté, dont des directeurs et enseignants des écoles, des travailleurs de l'arrondissement, des dirigeants du parti et des organisations [sociales], des kolkhozes, des sovkhoses, des entreprises industrielles et du bâtiment. Ont participé à la réunion le président de l'APN l'académicien Kairov, le ministre adjoint de l'Instruction de RSFSR Kašin, le chef du Département de la science, des écoles et de la culture du CC du PCUS pour la RSFSR Kaz'min, le rédacteur en chef de la *Pravda* Satjukov et d'autres camarades des revues et journaux centraux. Les intervenants ont largement approuvé les idées que vous avez exposées au XIII<sup>e</sup> Congrès du Komsomol sur la réorganisation de l'école<sup>46</sup>.

Après avoir souligné l'importance de l'expérience réalisée dans sa région, il ajoute que « résoudre de façon radicale les tâches qui attendent l'école dans le temps présent n'est possible qu'à condition d'une réorganisation décisive du système d'enseignement », exprimant ainsi son soutien à l'idée d'une réforme globale, qui pourtant n'était pas toujours présente dans les documents du CC du PCUS<sup>47</sup>. L'importance de ce soutien pour Hruščev est attestée, dans les archives, par un bordereau d'envoi du texte à sa collègue Ekaterina Furceva, alors secrétaire du CC et ministre de la Culture de l'URSS, le 26 septembre. Même après avoir publié son mémorandum dans la presse, Hruščev a donc besoin de justifier son initiative auprès de ses pairs : le fait est relativement rare, dans les dossiers qui concernent la réforme de l'enseignement. À son tour, Furceva demande au département de tenir

44. RGANI, 5/35/90, l. 2-44. Le département du CC avait soutenu ces propositions : *Ibid.*, l. 45.

45. Cette campagne conduira Larionov au suicide en septembre 1960, après le scandale provoqué par les manipulations des chiffres de la production agricole de son *oblast*'. Voir Donald Filtzer, *The Khrushchev Era: De-stalinisation and the Limits of Reform in the USSR, 1953-1964*, Londres: MacMillan, 1993, p. 50.

46. RGANI, 5/35/90, l. 53.

47. *Ibid.*, l. 59.

compte de la lettre de Larionov, ce à quoi l'adjoint de Kirillin répond le 19 novembre qu'elle a été utilisée pour préparer les « Thèses » de novembre<sup>48</sup>.

Ces indices suggèrent que le Premier secrétaire se trouve alors face à un début d'opposition : celle-ci est encore seulement larvée, et il faut la lire entre les lignes. Mais elle semble prête à porter la contradiction aux idées d'une transformation radicale du système d'enseignement. On la trouve aussi dans quelques points de vue publiés dans la presse. Au début du mois de septembre l'académicien et prix Nobel de chimie (1956) Nikolaj Semënov publie dans un journal moscovite un article traitant de la formation des jeunes savants où il affirme en particulier que « la science exige de l'homme une concentration de toutes les forces spirituelles et physiques, [qui] s'obtient par une immense passion pour la science et un labeur (*trud*) ininterrompu »<sup>49</sup>. Voilà qui contredit les dispositions du projet officiel pour le supérieur ; même si Semënov s'exprime en son nom seul, il fait autorité dans la communauté scientifique. Deux semaines plus tard, c'est au tour d'une institution aux intérêts bien différents, l'armée, d'exprimer son inquiétude face aux orientations de la réforme et à ses conséquences sur la conscription des jeunes Soviétiques, cette fois sous la forme d'une lettre envoyée au CC par le maréchal Kirill Mereckov, aide du ministre de la Défense d'URSS chargé des VUZ militaires<sup>50</sup>.

Parallèlement, entre la mi-août et la mi-septembre le département du CC reçoit de longs rapports des autorités du parti de plusieurs républiques, contenant des propositions concrètes pour la réforme. Or il arrive souvent qu'elles s'écartent significativement du mémorandum de Hruščev, pourtant déjà connu par leurs auteurs. Ainsi, le secrétaire du CC letton critique la systématisation du travail des adolescents dans la production, et préconise le maintien d'écoles secondaires générales au nom de la santé des élèves<sup>51</sup> ; plus loin, il met en garde contre la baisse du niveau dans les matières classiques, scientifiques et littéraires, et il demande même la réduction du service militaire pour permettre aux jeunes d'entrer dans le supérieur dans de meilleures conditions<sup>52</sup>. Son homologue estonien ajoute comme revendication le maintien du bilinguisme dans les écoles des républiques<sup>53</sup>. Une autre critique plus timide est émise par Nikolaj Podgornyj, Premier secrétaire du CC ukrainien et membre du CC du PCUS, qui défend lui aussi le maintien de conditions d'exception dans les universités, en l'occurrence « pour les disciplines théoriques [*sic*] — la physique, les mathématiques, la mécanique, l'astronomie et d'autres, ainsi que dans les facultés de chimie, biologie et géologie il conviendrait d'admettre comme

48. *Ibid.*, 1. 63-65.

49. *Moskovskij Komsomolec*, 7 septembre 1958. Texte reproduit dans le recueil d'articles de Nikolaj Semënov, *Nauka i obščestvo. Reči i stat'i*, M. : Nauka, 1981 (2<sup>e</sup> édition), p. 294.

50. RGANI, 5/35/90, 1. 66-69.

51. RGANI, 5/35/91, 1. 137.

52. *Ibid.*, 1. 142 et 148.

53. *Ibid.*, 1. 43. Pour une étude de cette opposition sur la question linguistique, voir Jeremy Smith, « Popular Opinion under Khrushchev : a Case Study of Estonian Reactions to Khrushchev's School Reform, 1958-59 », in Timo Vihavainen, ed., *Sovetskaja vlast' — narodnaja vlast'?*, SPb. : Evropejskij Dom, 2003, p. 318-337 ; p. 319.

contingent principal les personnes ayant une formation secondaire, indépendamment du stage dans la production »<sup>54</sup>. Les résultats de cette consultation sont, eux aussi, mentionnés comme ayant servi à la rédaction des « Thèses » de novembre<sup>55</sup>.

Surtout, pendant une dizaine de jours, le département du CC du PCUS organise une série de réunions avec des représentants des institutions et de la société : directeurs de grandes entreprises de Moscou et d'autres villes (16 septembre), directeurs de kolkhozes et de sovkhozes (17 septembre), savants (19 septembre), instituteurs et travailleurs de l'enseignement et des Réserves de main d'œuvre (20 septembre), travailleurs et ingénieurs de l'industrie (23 septembre), secrétaires et chefs des Départements de la science, des VUZ et des écoles des CC des républiques de l'Union (25 septembre), ministres de l'Instruction et responsables des Réserves de main d'œuvre des républiques (26 et 27 septembre). Si les archives ne nous informent guère sur la préparation de ces réunions, leurs sténogrammes sont tous accessibles. Le président de séance est presque toujours Vladimir Kirillin, figure importante déjà nommée ici<sup>56</sup>. Fait remarquable, il met souvent les participants (de 15 à 40 personnes) sur la voie d'une critique modérée du projet khrouchtchévien. Ainsi lorsqu'il s'adresse aux directeurs d'entreprises :

Peut-être serait-il pertinent, après l'école de huit ans, d'envoyer tous les élèves au travail et de les inscrire dans des écoles du soir / à mi-temps. Ici pour le moment il n'y a pas encore de point de vue unique et il serait intéressant d'écouter le vôtre à la fois en tant que dirigeants d'entreprises, pères et mères d'élèves, et simplement citoyens, parce que cette question nous intéresse tous dans une large mesure<sup>57</sup>.

Demande d'expertise à ses interlocuteurs, cette dernière invite n'est-elle pas aussi l'aveu en demi-teinte d'une motivation indicible, à savoir le maintien des privilèges dont jouissent de fait les enfants des élites ? Kirillin cite ensuite un article de Zelenko publié dans la *Komsomol'skaja Pravda* quelques jours plus tôt, et indique la parution le lendemain d'un article du ministre de l'Enseignement supérieur (qui assiste à la réunion) en présentant ses positions comme partagées par « la plupart de ceux qui ont réfléchi à la question »<sup>58</sup>. Notons que ces débats se déroulent en

---

54. RGANI, 5/35/91, l. 194.

55. *Ibid.*, l. 260.

56. Vladimir Alekseevič Kirillin (1913-1999) a un profil d'homme d'appareil original : formé à l'Institut énergétique de Moscou, dont il est devenu professeur en 1952, il est élu membre-correspondant de l'Académie des sciences d'URSS en 1953, pour ses travaux sur les propriétés thermiques de l'eau et la vapeur. Membre du parti depuis 1937, il accède alors à des fonctions politiques importantes : ministre adjoint de l'Enseignement supérieur en 1954, il dirige ensuite, de 1955 à 1963 le Département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PCUS. Il sera ensuite président du Comité d'État pour la science et la technique, avec rang de vice-Premier ministre d'URSS, de 1965 à 1980. Voir I.V. Ivkin, *Gosudarstvennaja vlast' SSSR. Vysšie organy vlasti i upravlenija i ih rukovoditelej. 1923-1991. Istočniko-biografičeskij spravočnik*, M.: ROSSPEN, 1999, p. 343-344.

57. RGANI, 5/35/93, l. 10.

58. *Ibid.*, l. 11.

présence de quelques ministres et responsables, conformément à la proposition faite en mars 1957 d'élaborer une commission spéciale chargée de discuter la réforme (voir *supra*). On trouve même la mention « Commission pour la préparation du projet des thèses sur le renforcement du lien de l'école avec la vie » sur des documents du mois d'octobre<sup>59</sup>. Le 25 septembre, en ouvrant la séance Kirillin annonce à l'assistance que le département est chargé de préparer le projet de « Thèses » pour le 5 octobre – unique indice d'une instruction venue d'en haut à ce sujet<sup>60</sup>.

Conformément à la pratique bureaucratique soviétique, des résumés des réunions sont envoyés à chaque fois alternativement aux secrétaires du CC du PCUS Ekaterina Furceva et Leonid Brežnev — mais jamais à Hruščev. Ils reflètent parfois avec insistance les critiques à l'égard du mémorandum de ce dernier, lequel est publié en plein milieu de la période des réunions. Ainsi avec les chefs d'entreprises :

Certains [...] ont dit que les établissements du système des Réserves de main d'œuvre formaient mal les ouvriers qualifiés [...] Beaucoup des intervenants se sont prononcés pour que, dans les VUZ de jour, les deux à trois premières années d'études se déroulent en rupture avec la production ;

avec les savants :

Beaucoup de participants [...] estiment que l'enseignement du soir et par correspondance ne doit pas être la voie principale pour l'enseignement secondaire général et supérieur ;

avec les représentants de l'école secondaire :

les participants ont accordé une grande place dans leurs interventions à la critique des propositions de la Direction principale des Réserves de main d'œuvre, formulées dans les articles du cam[arade] Zelenko publiés dans les journaux *Pravda* et *Komsomol'skaja Pravda*<sup>61</sup>.

Enfin, dans le sténogramme de la réunion du 25 septembre (avec les responsables des partis des républiques) est consigné un dialogue d'une rare tension : Zelenko est sous le feu des critiques d'autres membres de la commission. S'étant fait couper la parole par Kirillin, puis par Vladimir Semičasnyj, le nouveau Premier secrétaire du Komsomol, il s'abrite derrière l'autorité du Premier secrétaire du PCUS : « Je me base entièrement sur le fait que la seconde voie recommandée dans le mémorandum de Nikita Sergeevič [par cours du soir ou à mi-temps] est la plus pertinente et rationnelle »<sup>62</sup>. Mais d'autres intervenants de poids, sans doute mis en confiance

59. RGANI, 5/35/93, 1. 142, et 5/35/94, 1. 2.

60. RGANI, 5/35/94, 1. 112.

61. RGANI, 5/35/93, 1. 4 ; 1. 142 ; 5/35/94, 1. 2.

62. RGANI, 5/35/94, 1. 120-121.

par les débats des jours précédents, n'hésitent pas à se déclarer pour une autre réforme que celle de Hruščev. D'abord le ministre de l'Enseignement supérieur, Eljutin déclare :

Il me semble que dans le projet présenté nous avons honte de dire que l'école secondaire a pour tâche de former aussi des élèves pour le supérieur [...] Dans les Thèses il faut le mettre clairement [...] Nous n'avons pas à avoir honte de ce que nous formons aussi la jeunesse pour le supérieur<sup>63</sup>.

Puis c'est le tour du ministre de l'Instruction de RSFSR, Evgenij Afanasenko :

Je partage l'opinion des autres camarades qui ont parlé de la nécessité de formuler plus nettement, plus clairement l'idée que la présente réforme du système d'enseignement est un moyen historique incontournable de développer la société socialiste au moment du passage du socialisme au communisme, et pas seulement des tâches de notre plan septennal, cam[arade] Zelenko [...] Je prierais le cam[arade] Zelenko d'être plus objectif avec la statistique qu'il utilise, et d'en avoir une approche plus étatique (*po-gosudarstvennomu*), et non en responsable des Réserves de main d'œuvre, mais du point de vue d'un responsable du parti et de l'État...<sup>64</sup>

De toute évidence, cette administration et son chef sont devenus des boucs émissaires pour les autres acteurs, à quelques exceptions près comme le ministre de l'Instruction ukrainien<sup>65</sup>. Sans jamais attaquer de front le projet khrouchtchévien, le département du CC a donc réussi, en une dizaine de jours, à rejeter cette première variante de la réforme, en discréditant un de ses inspirateurs directs. Pour ce faire il a même retourné (ou révélé) la position de personnalités qui s'étaient prononcés pour la ligne du Premier secrétaire quelques semaines plus tôt. C'est le cas du président de l'APN Ivan Kaïrov et du ministre de l'Enseignement supérieur Eljutin, qui avaient publié début septembre dans la *Pravda* deux articles proposant de supprimer les classes supérieures de l'école secondaire : lors des réunions ils expriment une tout autre opinion<sup>66</sup>.

On peut voir ici un exemple du double langage de hauts responsables à la fois soucieux de défendre leurs institutions, et tenus par leurs fonctions de participer activement à la campagne officielle. Mais au total l'atmosphère de critique feutrée qui émane de ces réunions s'apparente à un discret travail de sape contre la variante radicale du projet khrouchtchévien : c'est en particulier Kirillin qui a mené, semble-t-il de sa propre initiative, cette entreprise. Un autre indicateur est la teneur des comptes rendus qu'il rédige aux secrétaires du CC, parfois orientés dans un sens qui n'apparaît pas ouvertement au cours des réunions. Par exemple il affirme que les directeurs et ingénieurs d'usines « ont exprimé l'avis que le principe actuel,

---

63. RGANI, 5/35/94, l. 146.

64. *Ibid.*, l. 148.

65. RGANI, 5/35/95, l. 9-10.

66. *Pravda*, 6 et 12 septembre 1958.

de privilégier à l'entrée en VUZ les personnes ayant un stage de deux ans dans la production, doit être maintenu de façon temporaire seulement, jusqu'à la réalisation complète de la réforme de l'école [secondaire] ». Or ce propos n'apparaît pas dans le sténogramme : il a peut-être été recueilli de façon informelle, avant le début de l'enregistrement de la séance, ou à la pause quand les responsables se sont mis à parler « en tant que pères et mères d'élèves, et citoyens » ?

### **Conclusion : une coalition d'intérêts pour tempérer le réformisme khrouchtchévien**

Le « Dégel » se caractérise donc ici par l'expression d'un pluralisme relatif mais sous contrôle, en partie instrumentalisé par l'appareil du parti pour s'opposer, indirectement à Hruščev. Une coalition d'intérêts, représentés dans la « commission » que dirige avec autorité Vladimir Kirillin, est parvenue à revoir la copie du Premier secrétaire du PCUS sur la réforme de l'enseignement secondaire et supérieur, au moment où il semble pourtant être seul aux commandes du pays. C'est la victoire d'une ligne modérée, puisque le projet contenu dans les « Thèses » du 16 novembre, très proche de la loi finalement adoptée par le Soviet suprême d'URSS le 24 décembre 1958, s'aligne sur les positions prudentes du Département de la science, des VUZ et des écoles du CC du PCUS.

Dans un article récent, Aleksandr Pyžikov voit dans les réformes de l'enseignement de la période khrouchtchévienne l'œuvre d'une volonté de modernisation qui se heurte à plusieurs conservatismes, parmi lesquels celui de l'APN. Il est vrai que cette dernière n'a pas fait preuve de beaucoup d'initiative dans la promotion de la « polytechnisation » avant 1958, à la différence du Komsomol, des Réserves de main d'œuvre et de certains responsables de l'administration scolaire ukrainienne. Pourtant, à partir du moment où le projet officiel de réforme paraît dans la presse, l'APN n'est pas plus hostile à la position du Premier secrétaire que le ministère de l'Enseignement supérieur par exemple, sans parler des autres représentants du monde scientifique à peine mentionnés ici. En outre, si le membre-correspondant de ladite Académie, et théoricien bientôt célèbre Vasilij Suhomlinskij a influencé la rédaction des « Thèses » de novembre 1958, comme Pyžikov l'affirme<sup>67</sup>, c'est peut-être moins par la lettre assez réservée qu'il a écrite à Hruščev en juillet de la même année<sup>68</sup> que par son intervention à la réunion du 20 septembre au CC du PCUS. Il y a rappelé ses réticences à une professionnalisation trop poussée, déclarant « que les propositions du cam[arade] Zelenko témoignent d'une sous-estimation des tâches de l'enseignement secondaire général dans le pays, d'une négation de l'école secondaire »<sup>69</sup>. En

67. Pyžikov, « Reformirovanie sistemy obrazovanija... », p. 99.

68. Une traduction en anglais de cette lettre se trouve dans Alan Cockerill, *Each One Must Shine : The Educational Legacy of V.A. Sukhomlinsky*, New York : Peter Lang, 1999, p. 158-159.

69. RGANI, 5/35/94, 1. 3.

fait, si l'on se fonde sur les documents des archives du CC du PCUS, on constate un consensus assez général des savants et des pédagogues contre la variante initiale, radicale, de la réforme.

Allié à de telles personnalités, le Département de la science, des VUZ et des écoles a pu contrôler l'élaboration du texte final, s'écartant de la première version pourtant approuvée par les membres du Présidium quelques mois plus tôt. Tout au long des discussions internes sur l'enseignement, il a promu un mode collégial de prise de décision. Pour le mettre en pratique, il a consulté et convoqué à des rencontres inédites par leur ampleur et leur nombre des responsables d'horizons très divers. Son rôle d'arbitre a été on ne peut plus actif, et loin d'être impartial comme le montre la position de Kirillin lors de ces réunions. En obtenant le compromis des « Thèses », puis de la loi du 24 décembre 1958, l'appareil a ainsi contrecarré l'enthousiasme de Hruščev et de ses alliés dans ce domaine — le Komsomol, certains responsables régionaux du parti comme Larionov à Riazan, et surtout l'administration des Réserves de main d'œuvre. Toutefois il ressort aussi des documents d'archives que les intervenants se préoccupaient de la réalité sociale (à travers les avis des responsables, les lettres de citoyens, les données statistiques, etc.) avant tout pour mieux faire triompher leurs vues. Dès lors, ce n'est pas tant la société qui influence les décisions du pouvoir que tel ou tel groupe d'intérêts dans l'appareil qui se sert des signaux et des données qui l'arrangent afin de l'emporter.

L'essentiel n'est pas de confirmer ce qu'on sait au moins depuis octobre 1964 (date de son éviction du pouvoir) sur la fragilité des positions de Hruščev au sein du parti-État, mais de voir que, dans l'élaboration de certaines décisions, d'autres acteurs que les hauts dirigeants jouent un rôle de premier plan. Certes, il est probable que dans le cas de la réforme de l'enseignement cette opposition interne au Premier secrétaire résulte aussi de la résistance de la nomenklatura et d'une partie de l'intelligentsia à une politique qui aurait remis en cause le privilège d'accès à la formation des élites par l'enseignement supérieur : cette interprétation a été souvent mise en avant par l'historiographie<sup>70</sup>. Toutefois le conservatisme de l'appareil du CC du PCUS va de pair avec un certain pragmatisme, et la prise en compte des avis de toutes les institutions — deux éléments qui pourraient bien caractériser une forme de technocratie soviétique<sup>71</sup>. Certains responsables comme Kirillin paraissent l'incarner, privilégiant ce qu'ils estiment être l'intérêt de l'État et de l'administration face aux aléas et aux excès du réformisme khrouchtchévien. Ces hauts fonctionnaires sont peut-être d'autant plus enclins à défendre leur vision des choses que Hruščev rappelle alors de plus en plus souvent, comme lors de son discours d'avril 1958, que « sous le communisme, l'État dépérira ».

---

70. Par exemple Filtzer, *The Khrushchev Era...*, p. 36-37. Voir aussi Martin McCauley, « Khrushchev as leader », in Martin McCauley, ed., *Khrushchev and Khrushchevism*, Bloomington: Indiana UP, 1987, p. 27.

71. Un courant technocratique a pu se mettre en place à la fin du stalinisme. Ainsi, l'idée d'une rationalisation de la prise de décision économique, lors de la réorganisation de l'appareil du Conseil des ministres en 1947, est exposée dans Yoram Gorlizki, Oleg Khlevniuk, *Cold Peace : Stalin and the Soviet Ruling Circle, 1945-1953*, Oxford: Oxford UP, 2004, p. 52-58.

La période du « Dégel » dévoile ici sans doute une spécificité en matière de prise de décision, qui, elle-même, tire ses racines de la fin du stalinisme<sup>72</sup>. C'est une relative libération de la parole et le retour à une certaine collégialité du pouvoir qui ont permis cette réactivation du pluralisme — lequel existait déjà auparavant, mais sous des formes plus discrètes. Désormais, il est possible de critiquer, dans des rapports et des réunions internes, les positions du dirigeant suprême, mais sans le nommer. S'il n'est pas exclu que Hruščev ait vu d'un œil favorable la mise en débat de son projet, il est donc probable qu'elle l'ait décontenancé en lui portant, de façon encore non publique, un véritable camouflet<sup>73</sup>. L'appel à la « discussion populaire » placé dans le mémorandum publié le 21 septembre 1958 peut alors être lu à la fois comme un gage donné à ses contradicteurs, et comme une recherche d'appui dans la population. Mais les débats dans la presse allaient s'avérer eux aussi relativement animés<sup>74</sup>.

Il reste à savoir dans quelle mesure les phénomènes étudiés ici se retrouvent dans d'autres domaines de politique intérieure ou extérieure sous Hruščev, ainsi qu'à d'autres époques de l'histoire du régime soviétique. Notre compréhension des particularités du « Dégel » sur le plan des pratiques administratives et des processus de prise de décision nécessite assurément des comparaisons.

*École des hautes études en sciences sociales  
Centre d'études des mondes russe, caucasien et centre-européen*

*lcoumel@gmail.com*

---

72. Gorlizki, Khlevniuk, *Cold Peace...*, p. 165-166.

73. Même s'il ne l'évoque pas en ces termes dans ses mémoires.

74. Pour un aperçu de ces débats, voir Laurent Coumel, « Les questions d'enseignement en URSS sous Khrouchtchev: vers un dégel pédagogique ? », *Neprikosnovennyj Zapas*, n° 28, 2003. Article disponible [En ligne : <http://www.nz-online.ru/index.phtml?aid=25011011> ] (Page consultée le 15 mai 2006).